

AR PREFECTURE

005-210501615-20200416-200404-AI
Reçu le 16/04/2020

n° 20.04.04

REPUBLIQUE FRANCAISE

Dossier n° DP 005161 20 H0008

AFFICHE LE

17 AVR. 2020

Commune de La Salle les Alpes

Date de dépôt : 21/02/2020
Date d'affichage de l'avis de dépôt : 24/02/2020
Complété le : 21/02/2020
Demandeur : Monsieur Gérard DAHER
Pour : Création d'ouverture, construction d'un auvent et raccordement au tout à l'égout
Adresse du terrain : 6 Chemin de l'Envers, à La Salle les Alpes (05240)

ARRÊTÉ

de non opposition avec prescriptions à une déclaration préalable
au nom de la commune de La Salle les Alpes

Le Maire de La Salle les Alpes,

Vu la demande de déclaration préalable présentée le 21 février 2020 par Monsieur Gérard DAHER, demeurant 466 Avenue de Montolivet à Marseille (13012) ;

Vu l'objet de la demande :

- pour la création d'une fenêtre, construction d'un auvent en façade Ouest et le raccordement au tout à l'égout ;
- sur un terrain situé 6 Chemin de l'Envers à La Salle les Alpes (05240) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Code du patrimoine ;

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles de la commune de La Salle les Alpes approuvé le 06 janvier 2009 ;

Vu le Plan local d'urbanisme de la commune de La Salle les Alpes approuvé le 15 décembre 2010, révisé le 11 avril 2012 (révision simplifiée n°1), modifié le 18 mai 2012 (modification n°1 corrigée le 15 octobre 2012), mis à jour le 13 avril 2016, mis en révision générale le 26 octobre 2016, et modifié le 7 février 2018 ;
Vu la délibération n°17.03.02 du 26 mai 2017 portant élection des adjoints et l'arrêté du Maire n°17.08.27 du 06 septembre 2017 portant délégation de fonctions à M. Jean Paul SALLE, troisième adjoint au Maire, délégué de l'Urbanisme, de la Forêt et de l'Agriculture ;

Vu l'avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France, chef de l'Unité départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP) des Hautes-Alpes en date du 20 mars 2020 ;

Vu l'avis du service assainissement de la Communauté des communes du Briançonnais en date du 03 avril 2020 ;

Considérant que le projet est situé en zone Ua du P.L.U., susvisé et qu'il respecte les règles d'urbanisme en vigueur ;

Considérant que le projet est situé dans le périmètre de protection de la Chapelle Saint-Barthélemy, immeuble inscrit ou classé au titre des monuments historiques ;

Considérant que les dispositions générales du PLU précisent qu'"En secteur urbanisé, l'écoulement des eaux pluviales provenant des toits ne peut se faire directement sur le domaine public routier départemental. Ces eaux doivent être conduites jusqu'au sol par des tuyaux de descente reliés au réseau pluvial. »

ARRÊTÉ

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des articles ci-après ;

Article 2

Les eaux seront conduites jusqu'au sol par des tuyaux de descente reliés au réseau pluvial.

Pièce annexée
à l'arrêté du

16 AVR. 2020



DOSSIER N° DP 005161 20 H0008

ACCORDÉ

Pour le Maire
et par Délégation

Jean Paul SALLE BE 1/3
Adjoint au Maire

Article 3

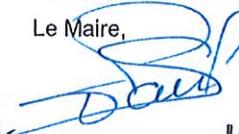
Les matériaux et couleurs utilisés seront identiques à ceux existants ;

ACCORDÉ



Fait à La Salle les Alpes

Le 16 avril 2020

Le Maire,  Pour le Maire
et par Délégation

Jean Paul SALLE
Adjoint au Maire

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

CONDITIONS DANS LESQUELLES LA PRESENTE AUTORISATION DEVIENT EXECUTOIRE

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres et devra être installé de telle sorte que les renseignements qu'il contient demeurent visibles de la voie publique ou des espaces ouverts au public pendant toute la durée du chantier. Il doit indiquer le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale du bénéficiaire, le nom de l'architecte auteur du projet architectural, la date de délivrance, le numéro du permis, la nature du projet et la superficie du terrain ainsi que l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. S'il y a lieu, il indique la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel, si le projet porte sur un lotissement, le nombre maximum de lots prévus, si le projet porte sur un terrain de camping ou un parc résidentiel de loisirs, le nombre total d'emplacements et, s'il y a lieu, le nombre d'emplacements réservés à des habitations légères de loisirs et enfin si le projet prévoit des démolitions, la surface du ou des bâtiments à démolir. Conformément à l'article A424-17 du code de l'urbanisme, l'affichage devra mentionner que « Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent panneau (art. R. 600-2 du code de l'urbanisme) ». L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ

Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme et en application du décret n°2016-6 du 5 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

Conformément aux articles R. 424-21 et R. 424-22 du code de l'urbanisme, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux par courrier ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'État, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif territorialement compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

AR PREFECTURE

005-210501615-20200416-200404-AI
Reçu le 16/04/2020



MINISTÈRE DE LA CULTURE

Direction régionale des affaires culturelles de Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Unité départementale de l'architecture et du patrimoine des Hautes-Alpes

Dossier suivi par : Claudine TOGNINI

Objet : demande de déclaration préalable

Mairie de la Salle les Alpes

MAIRIE

15, rue de la Guisane

05240 SALLE LES ALPES (LA)

A Gap, le 20/03/2020

numéro : dp16120H0008

adresse du projet : 6 chemin de l'Envers 05240 SALLE LES ALPES (LA)

nature du projet : Modifications de l'aspect extérieur + changt dest

demandeur :

M. DAHER GÉRARD

466, avenue de Montolivet

13012 MARSEILLE

déposé en mairie le : 21/02/2020

reçu au service le : 04/03/2020

servitudes liées au projet : LCAP - rayon de 500 m hors champ de visibilité - Chapelle Saint-Barthélemy

Cet immeuble n'est pas situé dans le champ de visibilité d'un monument historique. Par conséquent, l'accord de l'architecte des Bâtiments de France n'est pas obligatoire.

Ce projet n'appelle pas d'observation.

L'architecte des Bâtiments de France

ACCORDÉ

Pièce annexée
à l'arrêté du

16 AVR. 2020



Pour le Maire
et par Délégation

Jean Paul SALLE
Adjoint au Maire

Angélique RAJAONAH

AR PREFECTURE

005-210501615-20200416-200404-AI
Regu le 16/04/2020



S.E.E.R.C.
Zone d'Activité Le Chazal
05100 Briançon

☎ : 04 92 20 65 21
Fax : 04 92 61 32 37

Briançon, le 03 avril 2020

CU DP PA/PC PD

Objet : *DECLARATION PREALABLE*

Référence : DP 005161 20 H 0008

Demandeur : M. DAHER Gérard

Parcelle(s) : Section : AM 578

Adresse des terrains de la demande : 6, Chemin de L'Envers, 05240 La Salle les Alpes

Madame, Monsieur,

Après vérification, nous vous informons que la (les) parcelle (s) listée (s) ci-dessus sont :

- Raccordable sur réseau collectif d'assainissement*
- Raccordable au réseau collectif d'assainissement moyennant l'installation en Domaine privé d'un poste de relevage.*
- Non raccordable (s) au réseau collectif d'assainissement. (Se rapporter au décret joint en annexe article(s) 2.1 du règlement général du service de l'assainissement).*
- Raccordable sous réserve de l'obtention par le pétitionnaire d'une servitude de passage du ou (des) propriétaire(s) sur le ou (les) terrain (s) privé (s)*
- Risque de présence d'ouvrages sous l'emprise des travaux (voir plan en annexe). Pour le bon fonctionnement du service, les ouvrages doivent rester accessibles*
- Les rejets des points d'eau éventuellement créés ou modifiés devront être dirigés dans les branchements existants en partie privative*

Dans tous les cas où le raccordement est possible, la partie du branchement située sous domaine public ou le point de raccordement si la canalisation publique est en domaine privé devra obligatoirement être réalisée par la SEERC. Le pétitionnaire sera responsable de son branchement jusqu'au point de raccordement. Le branchement de la construction devra respecter les dispositions du règlement général du service public de l'assainissement collectif du service de l'assainissement de la Communauté de Communes du Briançonnais.

Nous restons à votre entière disposition pour tout complément d'information.

Le Chef de Secteur

Nicolas RECHU

Rechu
N. Rech

Pour le Maire
et par Délégation

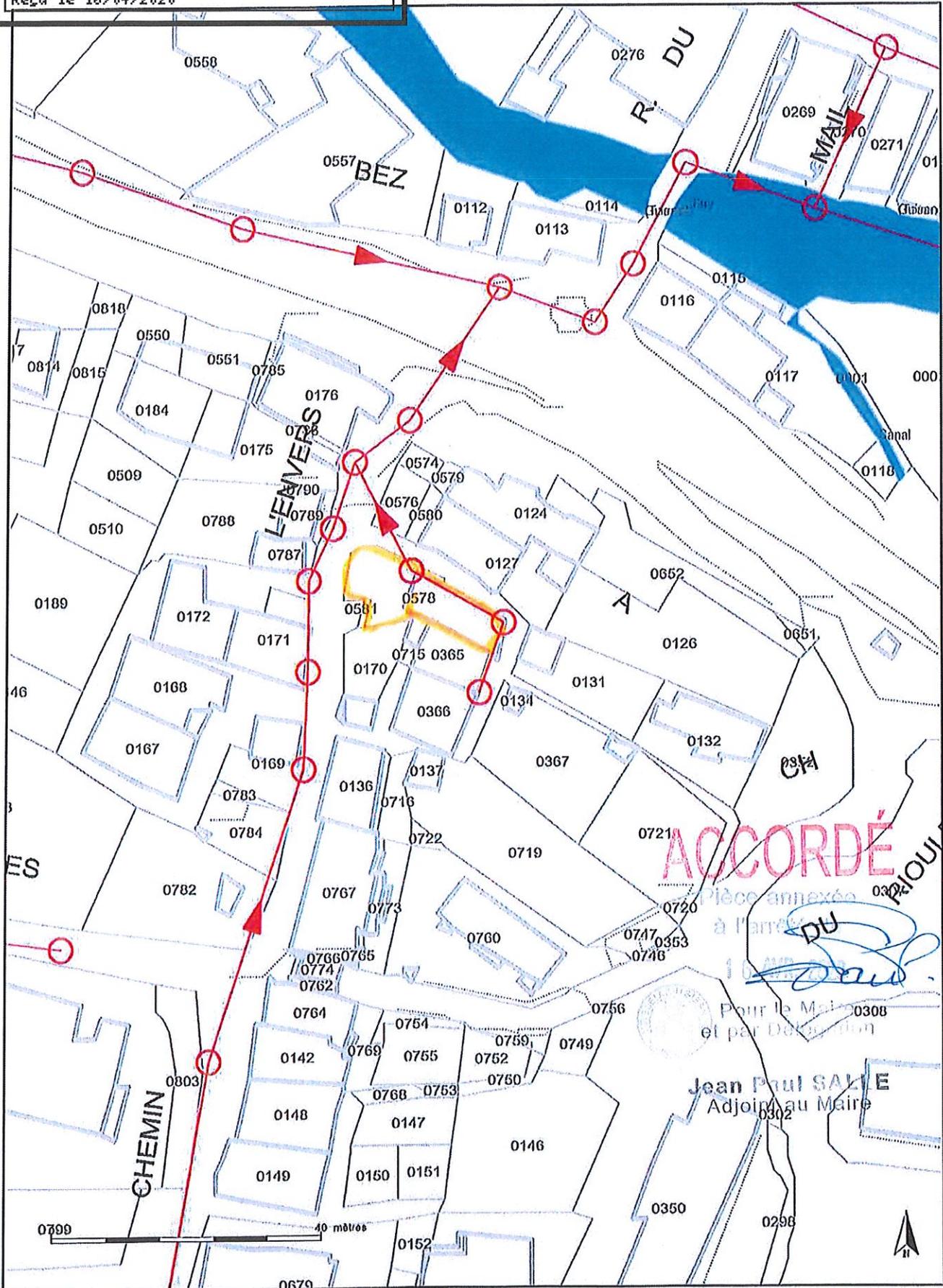
Jean Paul SALLE
Adjoint au Maire

ACCORDÉ

16 AVR. 2020

AR PREFECTURE

005-210501615-20200416-200404-AI
Regu le 16/04/2020



(LA SALLE-LES-ALPES (05161))

Echelle : 1/706
Edition du 03/04/2020

